

Groupe de recherche sur l'écologie politique (GREP)

Appel à contributions – Doctoriales – 30 et 31 mai 2024

Les 30 et 31 mai 2024, le Groupe de recherche sur l'écologie politique (GREP) organise ses Doctoriales au Campus Condorcet, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Cette rencontre se veut un espace de réflexion et d'échanges autour des transformations récentes dans le domaine de l'écologie politique, mettant en lumière les avancées, les défis et les nouveaux horizons qui façonnent ce champ de recherche. Sur un jour et demi, il offrira un cadre propice à la discussion de travaux des jeunes chercheur·ses, incluant les doctorant·es et les jeunes docteur·es. En plus de proposer un espace de confrontation de premiers résultats de recherche, cet événement a pour objectif de susciter des débats enrichissants et de mettre en réseau la nouvelle génération de politistes travaillant sur les enjeux écologiques.

Nous attendons des contributions issues de diverses sous-disciplines et méthodologies qui s'articuleront autour de l'argumentaire énoncé ci-dessous.

Argumentaire :

Les enjeux écologiques prennent une place de plus en plus prépondérante dans les discussions publiques, politisant un nombre croissant de thématiques et mobilisant un éventail grandissant d'acteurs. Les succès électoraux récents des mouvements écologistes, l'intégration croissante des questions climatiques dans les politiques publiques, ainsi que la vitalité des pourparlers internationaux sur l'environnement en sont des manifestations tangibles. Cependant, en science politique, la recherche sur ces problématiques reste souvent dispersée. Le groupe de recherche "[Écologie politique](#)" (GREP) de l'AFSP vise à rassembler une communauté de politistes travaillant sur ces questions, favorisant des échanges scientifiques pour encourager le dialogue théorique et méthodologique entre les différentes branches de la science politique.

Les jeunes chercheur·ses sont de plus en plus nombreux·ses à poursuivre ou ouvrir des terrains impliquant des interactions complexes entre les systèmes écologiques et les structures politiques, économiques et sociales ; à croiser les disciplines pour mieux saisir leurs objets ; et à se questionner sur l'histoire et les contours de l'écologie politique. Les Doctoriales offrent une opportunité privilégiée de mettre en lumière les tendances émergentes de la recherche en science politique et disciplines connexes dans le domaine de l'écologie, tout en créant un espace bienveillant et constructif où les doctorant·es peuvent présenter leurs travaux en cours et bénéficier de retours précieux pour enrichir leurs recherches. Quatre axes thématiques structureront ces journées, avec pour fil rouge un questionnement sur les frontières de l'écologie politique, tant dans les formes variées que prennent les luttes en matière d'écologie que dans les espaces étudiés ou ce qu'elle fait aux concepts et à la théorie politique.

Axe 1 : les modes de l'écologie politique et ses mutations

Un premier axe vise à réfléchir aux formes d'actions collectives de l'écologie politique, autant ses nouveautés que ses persistances, qui structurent les luttes socio-environnementales. Cette perspective permettra de mettre en regard les différentes échelles, en questionnant les formes d'activisme environnemental décentralisées – notamment la montée en puissance de l'action locale (Halpern, 2020 ; Charmes, 2023) et des coalitions transnationales (Aykut et al, 2021) - ainsi que la valorisation croissante de la participation citoyenne (Pech, 2021 ; Gougou et Persico, 2020). De la même manière, nous accueillons les propositions cherchant à explorer le caractère distribué des luttes socio-écologiques : en plus des mouvements sociaux dépassant les structures partisans traditionnelles, il s'agira d'interroger les avancées et les limites des formes de représentation des acteurs non humains dans les conflits socio-écologiques (Latour, 2015). Sont également bienvenues les contributions visant à analyser les formes d'(in)action gouvernementale face aux enjeux environnementaux. Au regard du caractère complexe (wicked) des problèmes publics posés par les transitions environnementales (Lönngren et Van Poeck, 2021), il s'agira de mettre en regard les dynamiques de mutation et d'innovations de l'action publique pour y répondre (Lascoumes, 2022).

Axe 2 : les arènes de l'écologie politique

Un deuxième axe s'articule autour des arènes de l'écologie politique. Ces espaces sont entendus dans toute leur extension géographique – espaces urbains comme ruraux, centres-villes, banlieues ou villages, sites industriels, agricoles ou naturels – ainsi que dans toute leur diversité sociale, des objets canoniques de la discipline – ministères, municipalités, partis, groupes d'intérêt, ONG, agences d'expertise – à ses terrains plus pionniers – du foyer à la ZAD, en passant par les associations, collectifs et réseaux plus ou moins formalisés. Qu'elles soient physiques ou virtuelles, locales, nationales ou mondiales, publiques ou privées (voire intimes), ces arènes sont traversées par des entreprises de (dé)politisation de l'écologie. Il s'agira pour ces contributions d'explorer la manière dont les enjeux des transitions socio-environnementales transforment ou conforment les arènes politiques existantes et leur structuration, contribuent à l'émergence de nouvelles arènes, à la politisation de certains espaces et la dépolitisation d'autres.

Axe 3 : entre changement politique et inertie des systèmes complexes

Un troisième axe aura pour objectif d'accueillir les propositions explorant la dialectique et les temporalités entre les dynamiques de changement politique individuel et collectif. Les attitudes face au changement et sa temporalité sont en effet heuristiques pour l'analyse. Avec le changement du "régime d'historicité" (Hartog, 2003) causé par la crise environnementale, le rapport à l'avenir est désormais plus enclin au pessimisme qu'à l'optimisme. Plus encore, la crise écologique se caractérise parfois par une dissonance temporelle (Desingue et Gotte, 2023) entre d'une part, la temporalité rapide d'un sentiment d'accélération (Rosa, 2010) et l'accélération objective du dérèglement climatique, et d'autre part, la temporalité longue du changement politique et étatique. Par des processus de politisation et de mobilisation militante, cette dichotomie peut donner lieu à un conflit des temporalités entre un catastrophisme écologique à tonalité post-apocalyptique (de Moor,

2022) et la temporalité ouverte de l'incertain (Larrère et Larrère, 2020), notamment de la démocratie représentative et libérale (Simon-Nahum, 2023). Les propositions de cet axe pourront se pencher sur les temporalités de la crise écologique et à la manière dont cela s'articule avec le changement politique écologique, allant de l'échelle microsociologique à l'échelle macrosociologique. Aussi, les contributions s'intéressant aux processus de (dé)politisation et de (dé)conflictualisation attendus seront les bienvenues (Wilson et Swyngedouw, 2014), ainsi que celles abordant le renouvellement de la question de l'"utopie" par l'écologie contemporaine (Hervieu-Léger et Léger, 1983 ; Jeanpierre, 2022).

Axe 4 : innovations théoriques et analytiques

Ce dernier axe propose de se confronter aux questions théoriques que posent la gravité et les particularités des problèmes écologiques contemporains. À quel point y a-t-il "du nouveau sous le soleil" (McNeill, 2000) sur un plan conceptuel ?

Un certain nombre de travaux de science politique proposent aujourd'hui une relecture des grands courants de la théorie politique à l'aune de l'urgence actuelle, que ce soit pour en marquer les limites ou pour tenter d'étendre leurs concepts aux domaines de l'écologie. À travers les idées de l'écosocialisme (Löwy et Harribey, 2003), de l'écoféminisme (Di Chiro, 2014) ou encore de l'éco-républicanisme (Audier, 2020), ces autrices et auteurs travaillent les continuités entre un corpus théorique bien établi et ce que la situation environnementale actuelle exige de repenser. D'autres s'attachent plutôt à faire connaître des auteurs, des autrices et des idées plus aux marges des canons de la théorie politique et sensibles à l'écologie (Gorz, 1978 ; Bookchin, 2005) en estimant qu'ils sont particulièrement utiles pour l'analyse des phénomènes politiques contemporains. Les notions d'autonomie et d'autogestion sont particulièrement discutées dans ce contexte.

La green political theory (Dobson, 1995) - ou théorie politique verte -, s'inscrivant dans l'approche des humanités environnementales (Blanc, Demelenaere et Feuerhahn, 2017), estime pour sa part que les caractères inédits des problèmes environnementaux impliquent des ruptures théoriques et des concepts et outils innovants à même de prendre en charge les enjeux propres à l'anthropocène. Gravitent autour de ce courant un certain nombre de réflexions normatives ou épistémologiques qui questionnent l'anthropocentrisme de la théorie politique (Eckersley, 1992 ; Latour, 1999), ses échelles (Stevenson and Dryzek, 2014) ou encore ses temporalités (Villalba, 2010 ; Chakrabarty, 2022).

Seront donc bienvenues toutes les propositions de jeunes chercheur·ses qui poursuivent ou critiquent ces positionnements théoriques, ou qui se sont heurté·es dans leurs recherches à des impasses sur lesquelles ils souhaitent revenir. L'objectif serait de pouvoir discuter collectivement de la pertinence et des contours de l'idée d'un renouvellement théorique propre à l'écologie politique.

Informations pratiques :

Date de l'évènement : 30-31 mai 2024

Lieu de l'évènement : Centre des Colloques du Campus Condorcet, Aubervilliers (métro : ligne 12 - Front populaire)

Date limite de soumission des propositions de contribution : **16 février 2024**

Langues acceptées : Français, Anglais.

Envoi des propositions de contribution : grep.afsp@gmail.com

Les propositions de contribution doivent inclure les éléments suivants :

- Titre et résumé d'une contribution (500 mots maximum), présentant notamment le lien avec l'axe identifié ainsi que les méthodes et données empiriques mobilisées si pertinent ;
- Modalités de présentation (hybride ou présentiel) ;
- Sujet de thèse ;
- Année d'avancement de la thèse et domaine disciplinaire ;
- Proposition éventuelle de discutant·es et attentes de l'auteur·rice à l'égard de ces journées (conseils pour une future publication, questionnements relatifs au terrain empirique, projet d'écriture d'un ouvrage post-thèse pour la valorisation, etc.).

Comité d'organisation :

BIEVELOT-FISCHER Louis, doctorant au Centre Européen de Sociologie et de Science Politique (CESSP), Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne ;

CLOT Alexis, doctorant au Centre européen de Sociologie et de Science politique (CESSP), Université Paris 1 Panthéon Sorbonne ;

D'ASSENZA-DAVID Hugo, doctorant au Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po ;

KALIL Livia, doctorante au Centre de recherche et de documentation sur les Amériques (CREDA UMR 7227) à l'Université Sorbonne Nouvelle en cotutelle avec l'Université de São Paulo (Procam) ;

SIMON Gauthier, doctorant à l'Institut de recherche Montesquieu (IRM) de l'Université de Bordeaux ;

TILIKETE Selma, doctorante au CRESPPA-CSU, Université Paris 8.

Bibliographie succincte :

- Audier, S. (2020). *La Cité écologique. Pour un éco-républicanisme*.
- Aykut, S., Foyer, J., & Morena, E. (Eds.). (2017). *Globalising the climate: COP21 and the climatisation of global debates*. Taylor & Francis.
- Blanc, G., Demelenaere, E., Feuerhahn, W. (2017). *Humanités environnementales. Enquêtes et contre enquêtes*. Paris: Éditions de la Sorbonne.
- Bookchin, M. (2005). *The Ecology of Freedom: The Emergence and Dissolution of Hierarchy*. AK Press.
- Chakrabarty, D. (2022), *Après le changement climatique, penser l'histoire*. Gallimard.
- Charmes, É. (2023). L'écologie politique contre les métropoles?. *La vie des idées*.
- Di Chiro, G. (2014). « Ramener l'écologie à la maison », dans É. Hache (dir.), *De l'univers clos au monde fini*. Éditions Dehors, Bellevaux, p. 191-220.
- Dobson, A. (1995). *Green Political Thought*. London: Routledge.
- Dubuisson-Quellier S. (2009). *La consommation engagée*. Paris, Presses de Sciences Po.
- Gorz, A. (1978). *Écologie et Politique*. Paris: Seuil.
- Gougou, F., & Persico, S. (2020). Décider ensemble. La convention citoyenne pour le climat et le défi démocratique. *La vie des idées*.
- Eckersley, R. (1992). *Environmentalism and Political Theory: Toward an Ecocentric Approach*. State University of New York Press.
- Halpern, C. (2020). L'agenda environnemental des municipalités. *L'Économie politique*, (1), 87-98.
- Lascoumes, P. (2022). *Action publique et environnement*. Que sais-je.
- Latour, B. (2015). *Face à Gaïa: huit conférences sur le nouveau régime climatique*. Empêcheurs de penser rond.
- Latour, B. (1999). *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*. Paris: La Découverte.
- Lönngren, J., & Van Poeck, K. (2021). Wicked problems: A mapping review of the literature. *International Journal of Sustainable Development & World Ecology*, 28(6), 481-502.
- Löwy M., Harribey J.-M. (dir.) (2003). *Capital contre nature*. Paris: PUF.
- McNeill J. R. (2020). *Something New Under the Sun - An Environmental History of the Twentieth-Century World*. New York: Norton.
- Pech, T. (2021). *Le Parlement des citoyens: La convention citoyenne pour le climat*. Seuil.

- Pruvost G. (2021), *Quotidien politique. Féminisme, écologie, subsistance*, Paris, La Découverte.
- Stevenson H., Dryzek J. S. (2014). *Democratizing Global Climate Governance*. Cambridge University Press.
- Villalba, B. (2010). L'écologie politique face au délai et à la contraction démocratique. *Écologie & politique*, 40, 95-113.
- Wilson, J., Swyngedouw E. (Ed.). (2014). *Post-political and its discontents: Spaces of depoliticisation, spectres of radical politics*. Edinburgh University Press.